

# Le Québec au menu des premiers ministres Vers une nouvelle impasse

**Même avec la bonne volonté affichée par Brian Mulroney, le Québec a bien peu de chance d'obtenir dès maintenant une réponse favorable aux exigences qu'il pose pour s'insérer à l'intérieur d'un nouvel accord constitutionnel. En effet, les participants à la conférence des premiers ministres, qui débutera jeudi à Ottawa, ont peu intérêt à donner à Robert Bourassa un statut particulier qui ne peut que les desservir. Pierre-Paul Noreau fait le point.**

La bonne volonté de Brian Mulroney ne suffira pas à elle seule à corriger l'Histoire. A quelques jours de la rencontre des premiers ministres, il semble bien pourtant que ce soit là le seul facteur dynamique sur lequel puisse compter le Québec dans sa quête d'une place acceptable au sein de la fédération canadienne.



par **Pierre-Paul NOREAU**

L'intérêt pour la question constitutionnelle ne dépasse tout simplement pas les frontières des capitales canadienne et québécoise. On voit mal en effet ce qui pourrait soudainement motiver les représentants des provinces comme la Colombie-Britannique, l'Alberta, le Manitoba et la Nouvelle-Écosse à changer d'approche. La question est simple: en quoi leurs intérêts seraient-ils mieux servis par la participation pleine et entière d'un Québec jouissant d'un statut particulier?

Les premiers ministres ont bien sûr unanimement souscrit à la déclaration d'Edmonton l'été der-

nier, faisant du dossier du Québec la plus haute priorité constitutionnelle. Il n'y a pas de mal à faire un effort de bonne volonté. Tout particulièrement du fait que les rejets du coup fourré d'avril 1981 ne veulent pas s'estomper et sont quelque peu gênants.

Il faut toutefois avouer qu'entre le fait de bien vouloir étudier les cinq conditions émises par le premier ministre Robert Bourassa et celui d'accepter ces exigences, il y a un pas que les provinces sont bien loin d'avoir franchi.

### Bourassa patient

De toute manière, le premier ministre québécois n'a pas intérêt pour l'instant à voir les choses se tasser au point où une solution pourrait sembler acceptable à tous, sauf à lui. Sa position de négociation est tout bêtement trop mauvaise pour qu'il puisse arracher ce qu'il réclame. Il a donc tout intérêt à être patient, du moins jusqu'à ce que le contexte fasse en sorte que sa participation devienne nécessaire à la majorité sur un dossier précis.

M. Bourassa peut insister pour dire que ses conditions sont des exigences minimales, et son ministre des Affaires intergouvernementales peut renchérir en disant que les Québécois ne sont pas des québécois. Mais dans l'esprit de ses vis-à-vis provinciaux, il s'agira tou-



### Des alliés isolés.

jours de la position de départ d'une négociation, ce qui laisse nécessairement place à une certaine marge de manoeuvre.

M. Bourassa n'a pas voulu participer personnellement à la dernière conférence constitutionnelle des premiers ministres sur les questions autochtones qui s'est déroulée à Ottawa il y a quelques semaines. Il aurait pu y être en s'abstenant de voter et en limitant sa participation à l'énoncé de la position de sa province sur les conditions de mise en place des gouvernements autonomes autochtones.

Son geste était évidemment destiné à bien mettre en relief le fait que le Québec est toujours à l'extérieur du cercle constitutionnel. Malheureusement pour lui, le scénario qui aurait rendu cette absence beaucoup plus dramatique, ne s'est pas produit. Québec n'a jamais détenu le vote qui aurait pu rendre un accord possible. L'absence de M. Bourassa est en conséquence restée un élément d'arriè-

re-plan, principalement relevé par les représentants des autochtones qui y ont vu un affront.

### La place de l'Indien

Jeudi au lac Meach, le premier ministre québécois sera présent et, d'une certaine façon, occupera la place que détenaient la dernière fois les Indiens et les Métis.

C'est effectivement le Québec qui est en position de revendication. M. Bourassa ne s'en va pas à Ottawa réclamer la rétrocession de territoires, mais s'attaque tout de même à des principes et à des juridictions jalousement gardées.

Au chapitre de l'immigration par exemple, le gouvernement fédéral est disposé à faire certaines concessions sur sa juridiction au sujet de la sélection des nouveaux arrivants. Il y a toutefois des objections quand vient le temps d'aller aussi loin que de laisser le Québec déterminer le niveau d'immigration et l'équilibre démographique par rapport au reste du pays.

De la même manière, mais par

rapport aux autres provinces cette fois, le droit de veto réclamé signifie la création de deux catégories de partenaires constitutionnels. Déjà l'Ouest estime ne pas recevoir ses justes retombées de l'association fédérative, estimant que le Québec et l'Ontario accaparent l'essentiel du gâteau. Il serait en conséquence surprenant qu'un statut particulier devienne possible dans un tel contexte.

Le premier ministre Brian Mulroney tente d'ailleurs de jouer sur cette corde sensible pour inciter ses homologues provinciaux à chercher un accord rapide. Dans ses propositions transmises le 10 avril aux provinces, il suggère en effet la tenue d'une ronde sur la réforme du Sénat, les pêches et les droits de propriété, ronde suivant celle en cours sur le Québec. L'Ouest compte justement sur un Sénat élu, comportant un nombre identique de représentants par province pour rééquilibrer les zones d'influence à Ottawa au moment où sont prises des décisions

comme celle du contrat d'entretien des F-18.

Cet incitatif mis de l'avant par Ottawa respecte de toute manière l'esprit de la déclaration d'Edmonton qui précisait ces points comme éléments prioritaires après le cas québécois. Les premiers ministres concernés savent fort bien de toute manière qu'advenant l'impassé sur les conditions du Québec, il faudra bien que le fédéral accepte de discuter des autres préoccupations provinciales.

Somme toute, outre le désir ardent de Brian Mulroney de remplir son engagement de faire signer l'Acte constitutionnel par le Québec «dans l'honneur et l'enthousiasme», il ne reste que des motifs théoriques militant derrière un accueil favorable des demandes québécoises.

### L'arrogance plus payante?

Mais comme le faisait remarquer l'ex-ministre péquiste Claude Morin cette semaine, la sincérité du premier ministre canadien dans son souhait de compléter un accord constitutionnel boiteux sans le Québec, ne repose que sur un maigre 20 pour 100 d'appui populaire. Le gouvernement conservateur n'est vraiment pas en position pour exercer une pression énorme sur les Bill Van der Zalm, Don Getty, Howard Pawley et John Buchanan pour ne nommer que les plus irréductibles à l'endroit d'un statut particulier pour le Québec.

Comme le soulignait avec déception un député conservateur québécois lors d'une conversation privée cette semaine, il faut presque conclure devant l'impasse qui s'annonce encore une fois, que l'arrogance d'un Pierre Trudeau engendre sur ce genre de question plus de résultats tangibles que le climat d'ouverture et de réconciliation nationale instauré par Brian Mulroney.

## La vente de Dome Petroleum

# Et si la canadianisation n'était qu'un rêve?

**En Alberta, on se réjouit de la possible transaction qui ferait d'Amoco l'acheteur de Dome Petroleum. C'est qu'en période de récession, les certitudes économiques plaisent davantage que l'idéologie de la canadianisation. Surtout si cette dernière a ses racines à Ottawa. Pour les Albertains, la vente de Dome Petroleum à Amoco représente 3,900 emplois protégés et la stabilité économique. La canadianisation n'apporte pas de pain sur la table, et les Américains, vus de Calgary, semblent beaucoup plus près de la frontière albertaine qu'Ottawa. Erik Tremblay, de l'agence Canadascope, fait le point.**

La création de Dome Petroleum, en 1950, a jeté les fondements d'un grand rêve qui, vingt ans plus tard, allait animer plusieurs politiciens, dont Pierre Trudeau: la canadianisation. Le secteur énergétique et plusieurs des ressources du pays pourraient nous appartenir, pensait-on.

par Erik TREMBLAY (collaboration spéciale)

Cette volonté politique et économique, si elle se concrétisait, pouvait faire du Canada un pays autonome au chapitre de l'énergie. Lorsque Jack Gallagher, fondateur et président de Dome Petroleum décida d'installer le géant canadien à Calgary, il voulait pousser le projet jusqu'aux confins de la mer de Beaufort, dans l'Arctique. L'Ouest canadien, désormais, faisait partie du grand rêve. Dome Petroleum avait le vent dans les voiles, et se préparait à percer les glaces épaisses de l'Arctique.

La chute des prix du pétrole, la montée des taux d'intérêt et l'achat de Hudson's Bay Oil and Gas par DOME, au coût de 4 milliards, a fait souffler un vent glacial sur tous ces projets.

Avec une dette dépassant 6 milliards et le prix du pétrole qui traîne toujours sous les 19 dollars le baril, Dome Petroleum est un géant blessé qui a déjà profité de plusieurs millions de dollars offerts par Ottawa. Pour les Albertains, dont l'économie est centralisée autour de l'industrie pétrolière, la survie de Dome est un symbole de stabilité économique.

C'est pour cette raison que

plusieurs ont soupiré, lorsqu'on a annoncé, le jour de Pâques, qu'une entente d'achat était intervenue entre Dome et la compagnie américaine Amoco.

### Deux points de vue

Les Albertains, sans y voir une résurrection économique, savent que des milliers d'emplois seront protégés grâce à cette transaction.

Le ministre de l'Énergie en Alberta, Neil Webber, s'est réjoui, tout comme les Conservateurs à Ottawa, d'apprendre que le secteur privé avait pu trouver une solution au problème Dome, sans l'intervention d'un gouvernement.

Toutefois, cette manière de voir la situation ne fait pas l'unanimité. Certains s'inquiètent de voir passer la compagnie aux mains d'hommes d'affaires américains.

Edward Schaffer, professeur d'économie à l'Université de l'Alberta à Edmonton, voit d'un mauvais oeil l'achat de Dome par une firme américaine.

Selon lui, le rêve de la canadianisation est plus qu'un fantôme, c'est une nécessité. La souveraineté canadienne est essentielle. La vente de Dome Petroleum à une compagnie américaine menacerait cette souveraineté.

"Prenons l'exemple du Nicaragua. Que se passerait-il si le Canada décidait de vendre du pétrole à ce pays d'Amérique latine? Une compagnie américaine, installée au Canada, pourrait difficilement ne pas céder aux pressions du gouvernement américain qui refuse d'établir des liens économiques avec le Nicaragua. Le Canada aurait alors les mains liées aux intérêts des États-Unis."

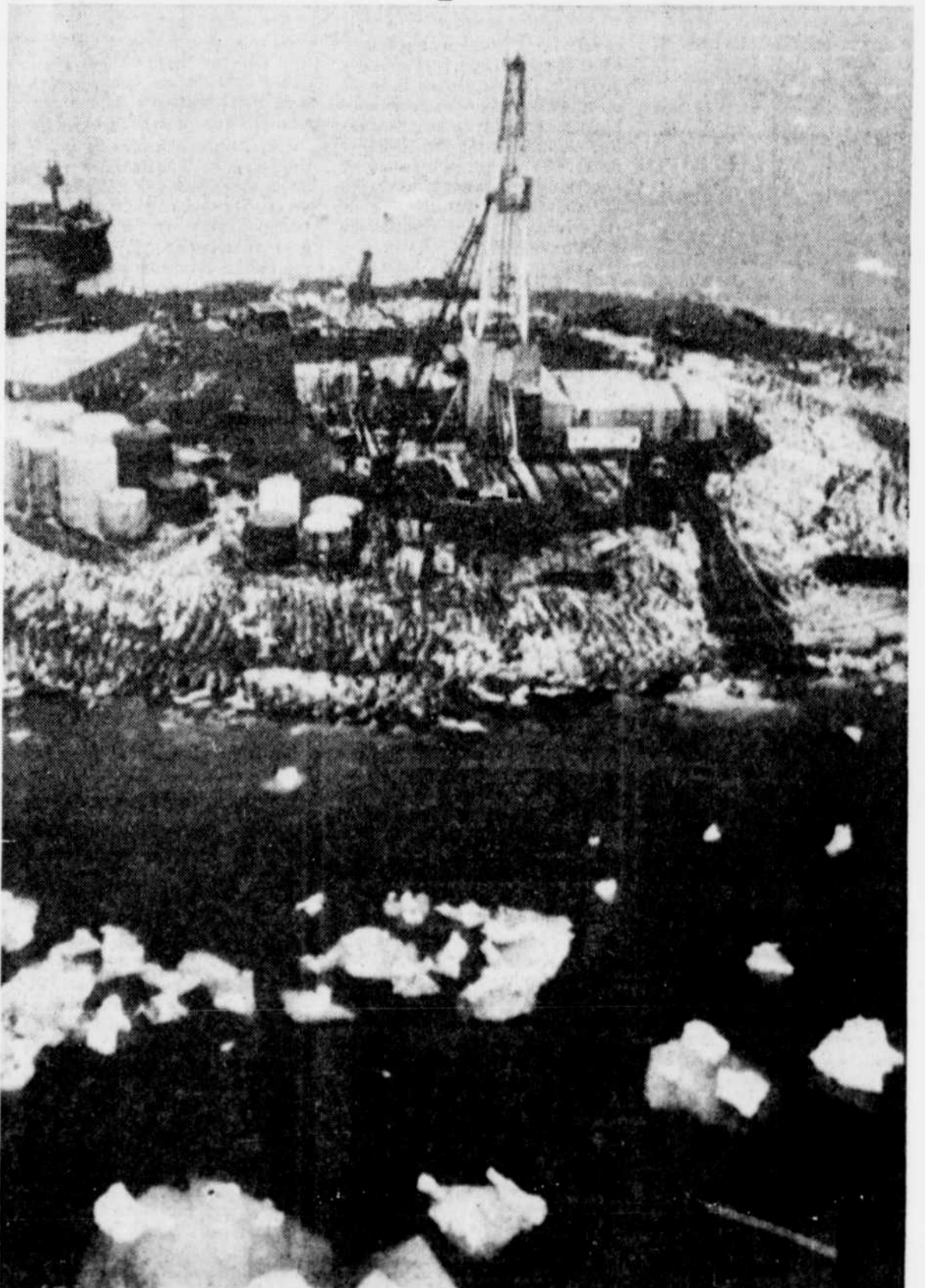
Le docteur Schaffer s'inquiète aussi d'une certaine hémorragie de capitaux canadiens vers l'étranger qui ne pourrait que s'aggraver si Dome passait en mains américaines.

"Durant les six premiers mois de 1986, 1,3 milliard de dollars ont quitté le pays. C'est un phénomène, qui, chez nous, provoque la chute du dollar et la montée des taux d'intérêt. Bref, notre économie s'affaiblit."

Edward Schaffer pense que le problème se complique encore davantage, car le seul acheteur canadien qui est dans la course est TransCanada Pipelines. Cette compagnie transporte tout le gaz naturel du pays, d'Ouest en Est. L'acquisition de Dome Petroleum conférerait à TransCanada Pipelines un monopole presque absolu sur le gaz naturel du pays.

Plusieurs nationalistes voient en Petro-Canada l'acheteur idéal. Cette solution, qui rappelle l'effet d'un boomerang, est loin de plaire à Ottawa. D'autant plus que ce dernier s'est engagé dans des négociations de libre échange avec les États-Unis. En favorisant une compagnie canadienne au détriment d'une firme américaine, Ottawa serait perçu comme un gouvernement inconsistant à Washington. Quant aux Albertains, ils ne croient pas que Petro-Canada possède l'épine dorsale d'Amoco.

Dome entre les mains de Petro-Canada représente une chirurgie incertaine... au moment où les Albertains recherchent la stabilité et la santé économique. Et par-dessus tout, le milieu du pétrole en a toujours eu contre cette Société de la Couronne qui lui fait concurrence.



Un puits de forage de Dome Petroleum dans la mer de Beaufort.

## DOSSIERS



Le sociologue libanais Georges Corm.

## Georges Corm et le Liban Inscrire la paix parmi les droits de l'homme

**Georges Corm, économiste et sociologue libanais, propose une lecture sévère et extrêmement lucide de la crise qui déchire son pays depuis maintenant douze ans. Il s'en prend à ce qu'il appelle la «logique des milices», ces factions minoritaires qui persistent à vouloir sectariser le pays par la force des armes. Il vilipende aussi les puissances étrangères qui alimentent la crise en négociant directement avec les miliciens et en les finançant. Le coût en vies humaines et en argent de cette guerre absurde relève du cauchemar. C'est pourquoi le sociologue déclare sa guerre à la guerre. Georges Corm était récemment de passage au Québec. René Beaudin l'a rencontré.**

◆ Les Sages ont la peau dure. Georges Corm, sociologue libanais, lecteur sévère et lucide des hommes et des événements qui déchirent son pays, est l'un de ceux-là.

par  
René  
BEAUDIN

L'homme était récemment de passage au Québec, invité par le «Carrefour des Cédres», organisme d'aide et de coopération avec le Liban, installé à Montréal.

Qui est Georges Corm? Georges Corm est économiste et sociologue, auteur de deux livres assez retentissants pour ceux qui suivent l'actualité du Proche-Orient «Le Proche-Orient éclaté» en 1983, mais surtout, beaucoup plus récemment «Géopolitique du conflit libanais». Il vit actuellement et enseigne à Paris même si son cœur est «plus que jamais à Beyrouth».

L'auditoire venu ce soir-là écouter son message était petit mais attentif. Et il y avait de quoi.

L'homme proposait une nouvelle lecture du conflit libanais, séduisante certes, mais qui ne semblait pas rallier tous ses interlocuteurs. Il s'est porté à la défense de l'Etat libanais, «ni meilleur, ni pire» que les autres. Voilà une guerre qui dure depuis douze ans et dont rien n'annonce l'issue. Sa complexité est telle que nombre de médias et d'hommes politiques occidentaux ne veulent plus rien savoir.

Les Libanais ne sont plus que des «terroristes», affirme-t-on. En témoignent, dit Georges Corm, les vexations de toutes sortes que subissent ses compatriotes qui voyagent. Il évoque la «terreur» qu'il soulève lui-même lorsqu'il passe aux contrôles de sécurité avant de prendre un avion. L'homme fait pourtant très européen, très sérieux, très distingué. Il devrait normalement être au-dessus de tout soupçon. Mais il est Libanais...

«Carnagels», nous dit-on, et on tourne le regard ou on ferme ses pages à ceux qui croient pouvoir expliquer ce qui se passe, comme si la violence libanaise était le produit d'une mystérieuse barbarie dont nul n'est responsable, ni les grandes puissances, ni Israël et les pays arabes, ni les chefs de guerre libanais; à moins qu'on ne l'explique par la dichotomie simpliste qui opposerait «chrétiens» et «musulmans».

«Faux!» de dire Georges Corm, selon qui les affrontements au sein des deux grands groupes confessionnels ont fait plus de victimes que les combats entre ces deux mêmes grands groupes.

Le «clivage décisif» n'est pas entre chrétiens et musulmans, ni de nature ethnique, il est dans le peuplement de la montagne et de la ville ou de la côte.

Au Liban, explique-t-il, il n'y a que deux groupes ethniques comme tels, les Kurdes et les Arméniens, très minoritaires, et fort peu impliqués dans la guerre, même s'ils en subissent les affres comme tout le monde.

Les chiïtes, druzes et maronites, jadis plus pauvres, se sont installés dans la montagne. Les sunnites et les grecs orthodoxes, mieux nantis, vivaient dans la ville.

Georges Corm note que ce qu'il appelle la «population milicienne» vient de ces milieux, ruraux et défavorisés. Comme preuve de sa démonstration, Georges Corm note l'insignifiance ou l'absence de milices sunnites ou grecques-orthodoxes. Ces communautés sont les secondes en nombre chez les chrétiens et les musulmans mais détiennent le pouvoir traditionnel.

«On peut dire que la guerre actuelle est la conquête de la ville par la campagne». L'interminable bataille de Beyrouth, et l'insécurité qui l'accompagne, en seraient le symbole et l'exemple toujours vivant et tragique. La proclamation de l'indépendance en 1943 et la naissance d'Israël, cinq ans plus tard, ont fourni des impulsions décisives à ce clivage essentiel. L'indépendance a en effet entraîné une rupture avec la Syrie et un déséquilibre de l'économie de l'est et du nord du pays. D'où un premier grand exode vers Beyrouth et sa banlieue.

### La logique milicienne...

La naissance d'Israël a eu le même effet dans le sud. Il y a eu cassure de l'économie sud-libanaise jusque là intégrée à celle de la Palestine, d'où un nouvel exode vers Beyrouth. L'installation des organisations de combat palestiniennes et le développement des «milices sectaires» à partir de 1969 et 1975 ont accéléré et finalisé le processus. Le conflit israélo-arabe, la rivalité Est-Ouest, les déchirements au sein du monde arabe ont fait le reste.

Après douze ans de guerre, celle-ci est désormais réduite à la «logique milicienne», à la violence des milices contre une population pour la regrouper sur des bases sectaires ou communautaires. Georges Corm évalue à 10 ou 15.000 cette «population milicienne» qui veut imposer sa loi à 3 ou 3,5 millions de Libanais.

Les francs-tireurs sont les artisans du «dépeçage» du pays et de l'établissement des «enclaves» et des «no man's lands». Une dizaine de milliers de civils sont ainsi tombés sous les balles parce qu'ils refusaient la «logique milicienne» et entendaient passer d'une zone à l'autre de Beyrouth envers et contre tout.

Georges Corm est l'un de ceux qui ont défié les balles presque quotidiennement pendant dix ans pour traverser en zone dite «ennemie». Et il entend recommencer à le faire à plus ou moins brève échéance, ne jugeant son séjour en France que provisoire. Ses racines sont toujours à Beyrouth et il trouve l'«exil» difficile. Il garde d'ailleurs toujours son appartement à Beyrouth-Ouest même si, pour un chrétien, la vie n'est pas toujours facile en secteur musulman. Mais dans ce défi aux circonstances, Georges Corm voit une forme de «guerre à la guerre», de «non-violence».

Les enlèvements sont le second volet de la «logique milicienne». Georges Corm estime ainsi que 10.000 de ses compatriotes sont ainsi disparus pour avoir voulu passer d'une zone à l'autre. Les bombardements de quartiers civils sont le troisième volet de la «logique». Ces «bombardements de routine» ont fait de 30 à 40.000 victimes. Ils coûtent de \$2 à \$3 millions par nuit. Le prix se multiplie à l'occasion par 10. Pour un pays si petit, sans ressources, c'est gigantesque. Cela est financé par les prélèvements sur les populations locales.

### ...et celle des Occidentaux

Georges Corm fustige le gouvernement étrangers qui financent les milices et négocient avec elles. Absurde revirement de situation où les chefs de milices sont considérés comme des «héros» et les civils comme des «terroristes» et que l'on ignore l'Etat libanais parce que «faible».

Les prises d'otages étrangers, soutient Georges Corm, découlent directement de la «faiblesse» des démocraties occidentales qui ont décidé de transiger directement avec les milices.

«C'est aberrant!», soutient-il. Ces mêmes pays occidentaux transigent allègrement avec les milices sous prétexte qu'elle sont la force dominante sur le terrain, mais refusent en même temps de négocier avec l'Organisation de libération de la Palestine parce que, dit-on, elle ne représente pas tous les Palestiniens.

Comment s'en sortir? Georges Corm plaide pour l'action non-violente et mise sur les réalités sociales et politiques fondamentales à savoir que l'homogénéité ethnique et religieuse des divers milieux géographiques manquera toujours aux «stratégies sans scrupule» qui veulent diviser la région pour mieux régner.

La «guerre à la guerre» qu'il propose doit avoir un champ de bataille privilégié: celui des droits de l'homme, qui permet de s'élever au-dessus des discours confessionnels, sectaires ou miliciens. La paix en effet, soutient-il, est un «droit de l'homme» et il faudra bien un jour le reconnaître aux Libanais.

## La violence à l'école Quand les enfants sont trop stressés

**Le phénomène de la violence dans les écoles n'est pas nouveau. Ce qui l'est davantage, c'est la compréhension qu'on commence à en avoir. Les situations stressantes vécues par les enfants seraient en grande partie responsables de cette situation. Une recherche-action menée par le psychologue Michel Vézina dans le plus gros établissement primaire du Québec — l'école Marguerite-Bourgeoys-de-la-Salle, en banlieue de Québec — tend à prouver cette relation de cause à effet. Les parents et les enseignants ont par ailleurs collaboré à cette recherche avec empressement. Richard Hénault explique.**

◆ Le phénomène de la violence avec lequel nombre de nos écoles sont aux prises, serait-il un symptôme du stress qu'éprouvent les enfants? C'est bien ce que tend à prouver une recherche-action sur le point de prendre fin, dans le plus gros établissement primaire du Québec, l'école Marguerite-Bourgeoys-de-la-Salle, à Saint-Augustin en banlieue de Québec.

par  
Richard  
HÉNAULT

En septembre 1985, les enseignants et la direction de l'école de 950 élèves, en milieu rural et semi-urbain, firent appel au Centre local de services communautaires Laurentien en vue de diminuer la violence et la tension à cet endroit. Un psychologue du CLSC, Michel Vézina, a alors pris le dossier en main et, après analyse du problème, il lui est apparu que la violence était associée à des agents stressés et à des réactions au stress vécu par les jeunes.

Une étude faite en 1982 auprès de professionnels en santé mentale et d'enseignants avait déjà fait ressortir une quarantaine de stressés externes directs ou indirects vécus par l'enfant. «Notre originalité à sans doute été de privilégier une approche communautaire utilisant les ressources du milieu plutôt qu'une approche ponctuelle orientée sur le contrôle des enfants», rappelle le psychologue.

Qu'en est-il, aujourd'hui, de la violence dans l'école? «De l'avis de tous, l'amélioration est considérable, rapporte Isabelle Morin, l'infirmière de l'école, qui a collaboré à la recherche. Le climat est beaucoup plus calme et les manifestations de violence sont presque inexistantes.»

### Six phases

La recherche-action comportait six phases. Au tout début, il a fallu identifier les stressés et d'entrevues avec les enfants, les parents et les enseignants. La deuxième phase du projet portait justement sur la gestion du stress chez ces derniers car, comme le note Michel Vézina, «une intervention doit débuter par les personnes les plus susceptibles d'influencer les enfants».

Dans cette deuxième phase, deux types d'intervention ont été effectués: d'abord des rencontres sur la gestion du stress dans la vie de l'enseignant puis une autre série de formation sur les habiletés à intervenir auprès des enfants.

La troisième phase a porté sur l'application quotidienne de techniques de relaxation dans la classe. D'autres techniques se greffent à ces «temps d'arrêts», comme la visualisation créatrice, le massage énergétique, le stretching, la musique de détente, des exercices

de diminution de la fatigue visuelle, etc.

La quatrième phase est de présenter annuellement une semaine thématique au cours de laquelle des activités sont organisées dans les classes. Elle comporte aussi un volet «parents» avec des ateliers.

La cinquième phase cherche à impliquer les différentes ressources communautaires du milieu, dont Parents-secours, Entraide-parents, l'Association des familles monoparentales et l'Association des grands frères et grandes sœurs. Enfin, la sixième phase est celle de l'évaluation des interventions à l'aide d'une série de questionnaires adressés aux parents et aux enseignants à différents intervalles.

### Résultats

A l'étape des résultats, Michel Vézina note «une plus grande facilité à effectuer la tâche d'enseignant, un automatisme à intervenir lors des situations stressantes vécues par les enfants, une plus grande capacité d'attention et de concentration et une amélioration du climat de l'école.»

Le directeur de l'école, M. Jacques Demers, rappelle quant à lui avoir été pleinement d'accord avec le projet: «Je ne regrette pas que nous nous y soyons engagés puisque tout le monde prend au



Le psychologue Michel Vézina.

sérieux le problème du stress. Les enfants ont besoin des techniques de relaxation.»

A tel point, d'ajouter M. Demers, que les jeunes incitent maintenant leurs parents à se livrer aussi à des exercices. Même type d'intervention auprès de leurs enseignants, souligne l'infirmière Isabelle Morin: «A certains moments, ils demandent eux-mêmes d'interrompre le travail pour faire des exercices.»

Le directeur de l'école confirme les propos de l'enseignant selon lesquels le climat de l'école a considérablement changé. «Il y a beaucoup moins de violence, note M. Demers, même si on en trouve encore quelques manifestations. Les enfants sont moins stressés et plus calmes qu'il y a un an et demi, autant dans les corridors que dans les classes et à l'approche des examens.» S'il n'en tient qu'au directeur, les exercices de relaxation se poursuivront,

même après que les professionnels du CLSC auront mis un terme à leur projet.

De son côté, le psychologue Michel Vézina constate que les enfants ont développé un automatisme d'intervention lors de situations stressantes et ont amélioré leur capacité d'attention, leur concentration, leur alimentation et leur sommeil, tous des points où ils éprouvaient des difficultés, selon les questionnaires remplis par leurs parents et leurs enseignants.

Il est d'ailleurs intéressant de noter, à la lumière des informations fournies par ces questionnaires, que le stress cause davantage des malaises physiques chez les fillettes, et des comportements particuliers chez les garçons. Des malaises se manifestent aussi plus intensément durant certaines années du primaire.

«Par exemple, explique Isabelle Morin, pas moins de 50 pour 100 des élèves de troisième année souffrent régulièrement de maux de tête, selon leurs parents. Surpris par cette révélation, nous avons consulté les médecins du milieu qui ont confirmé cet état de choses. L'approche des premiers sacrements ainsi que le passage prochain au niveau secondaire, dans le cas des jeunes de sixième année, seraient à l'origine de malaises causés par le stress.»

Dans une étude sur les sources de stress des enfants, en 1982, Barbara Kuezen soulignait d'ailleurs qu'à chaque stade de développement de l'enfant, «il se produit des changements face à sa façon d'appréhender et d'agir sur son environnement».

### Des confirmations

Le projet piloté par Michel Vézina fera l'objet d'un article, l'automne prochain, dans une importante revue médicale canadienne. Entre-temps, le psychologue entend procéder à d'autres évaluations et, si on le lui permet, faire des recoupements d'informations permettant éventuellement d'identifier d'autres origines au stress des enfants.

D'ailleurs, les données transmises par les parents peuvent s'avérer une véritable mine d'informations à ce sujet. «Alors que dans une opération de sondage similaire, raconte Michel Vézina, le taux de réponses est d'environ 20 pour 100, plus de 900 parents sur 950 ont répondu au nôtre. Imaginez la fiabilité et l'importance qu'ils accordent au problème!»

Avant d'entreprendre son étude, le psychologue avait parcouru un grand nombre de publications sur le sujet et il a été à même de corroborer quelques conclusions qui en ressortent. A titre d'exemple, dans une étude sur les attitudes des Canadiens en matière de santé, on avait déjà signalé que les maux de tête, les problèmes de sommeil et «se faire du souci» semblent être vécus par un nombre étonnant d'enfants.

On observe même que près du tiers des élèves de quatrième année n'arrivent pas à dormir tellement ils sont inquiets...



Des techniques de relaxation pour contrer le stress.

Le Soleil, Gilles Laford

# L'autobiographie de Lech Walesa Les coulisses de l'état de guerre

**Des chantiers de Gdansk au Prix Nobel de la paix, en passant par le Vatican et... les prisons polonaises, un obscur électricien a fait trembler les fondements du pouvoir central en Pologne au début des années 80. Lech Walesa, l'ex-président de Solidarnosc, a bien préparé son dernier coup. Avec la complicité de l'éditeur français Fayard, il vient de publier une volumineuse autobiographie qui constitue un véritable manuel d'histoire vivante de la naissance des syndicats libres dans ce pays. Le Soleil publie aujourd'hui en primeur des extraits de ce volume de 600 pages qui sera disponible en librairie à compter de lundi.**

Le 13 décembre 1981, le général Wojciech Jaruzelski fait sa rentrée sur la scène nationale dans un tout nouveau rôle. Les menaçants nuages qui planaient sur le pays donnent naissance à l'état de guerre décrété dans la nuit du 12 au 13. C'est ainsi que se conclut la période de dialogue amorcée par la signature des accords aux Chantiers navals de Gdansk.

L'état de guerre ne prend pas d'emblée une forme bien définie. Décreté, il ressemble plutôt à une action militaire de grande envergure. C'est avec le temps que vont apparaître toute sa signification politique, l'ampleur de ses effets en cascade, dépassant de loin toutes les prévisions.

À l'heure qu'il est, plusieurs années ayant passé et autorisant un certain recul, on peut estimer qu'un mouvement comme le nôtre ne pouvait résister à l'avalanche de moyens déployés pour «changer le cours des événements» en Pologne.

L'état de guerre ne se limite pas à la sphère politique. La lutte est déclarée sur différents plans. *Solidarnosc* et tous les Polonais avec elle sont alors confrontés à quelque chose qui ressemble à un coup du Destin: bouleversant les situations familiales, altérant le caractère des relations sociales et des échanges d'idées, la position personnelle de chacun, perturbant et brouillant des notions aussi intimes que celle de communauté nationale.

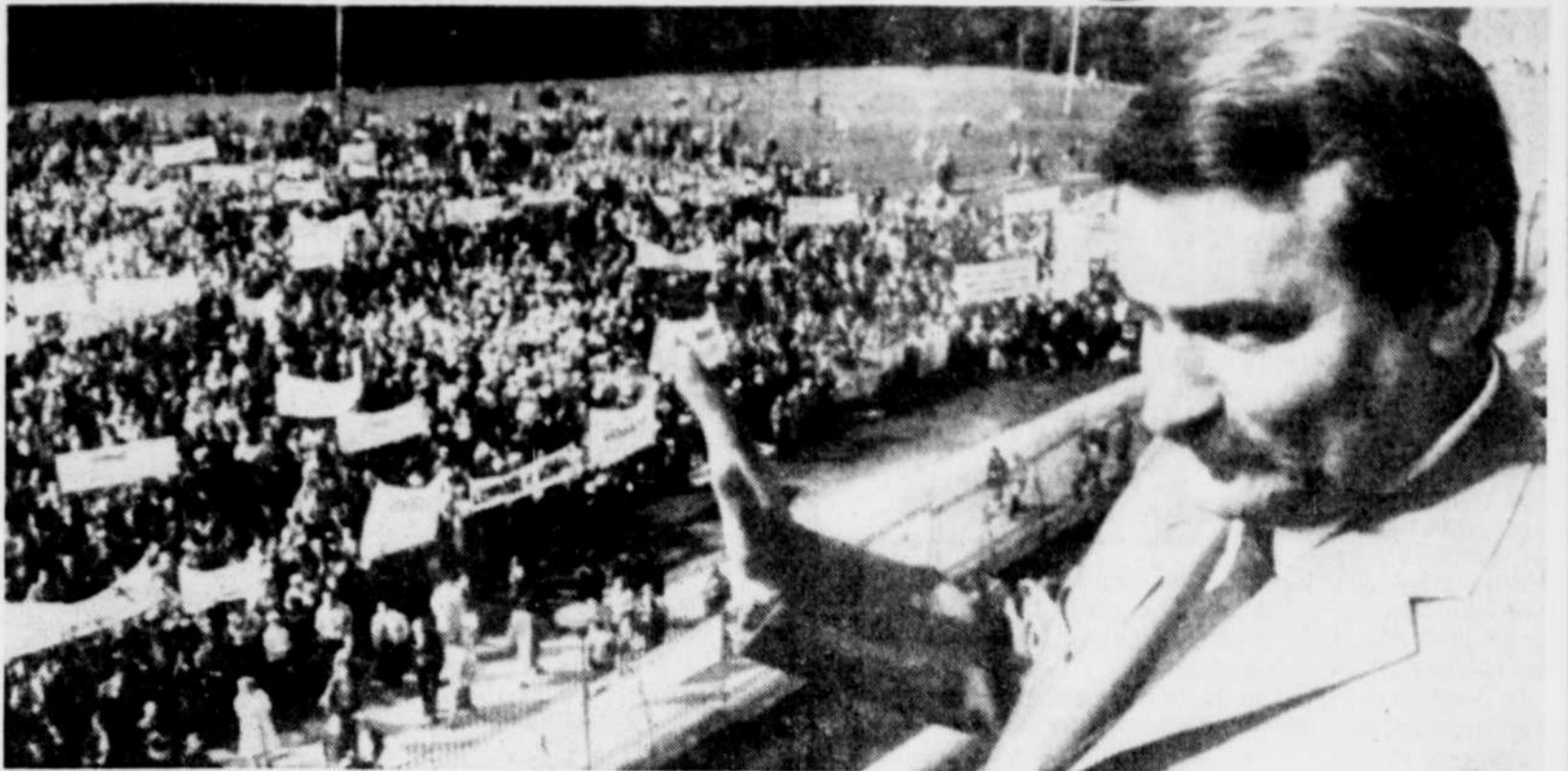
L'état de guerre civile s'installe, tout en n'étant révélé et perçu que progressivement. Le «dialogue pour la Pologne» est clos; place à une «guerre pour la Pologne».

Le général Jaruzelski se montre un metteur en scène habile, mais logique: le cours des événements précédant l'état de guerre avait déjà dessiné un ensemble cohérent de faits et d'impressions susceptibles d'y préparer l'opinion. On en retirait le sentiment très net que c'en était bel et bien fini de la période d'espoir et d'enthousiasme. L'énergie sociale était vouée à se dissiper, elle s'était déjà muée en frustration face à un avenir bouché.

Les magasins étaient vides, les files d'attente s'allongeaient. Jamais on n'avait manqué comme à ce moment-là de biens de consommation les plus courants. C'était comme si le Grand Distributeur était parti en vacances sans dire quand il reviendrait et en laissant son bureau fermé à clé. La propagande officielle laissa entendre qu'il n'y avait d'autre responsable à cet état de chose que *Solidarnosc*, alors que, d'après les informations qui me parvenaient constamment, nombre d'entrepôts étaient pleins à craquer...

Questionné à ce sujet, je répondais: «Tenez bon, chaque mois qui passe assure notre avantage...». Mais il n'y avait plus de possibilité d'un rapprochement indispensable au dialogue. Or, *Solidarnosc* n'existait que grâce au dialogue. En lui résidaient sa nature et sa force. Tout progrès était enrayé. Les problèmes, ressassés sans cesse, restaient sans solution. Tous les arguments demeuraient lettre morte, il n'y avait d'ailleurs plus personne pour les écouter...

Une fraction assez importante de gens au pouvoir étaient partisans du recours à la force. Ils soutenaient qu'il fallait «serrer la vis, en mettre un certain nombre au trou, casser leur baraque, semer la zizanie parmi eux, etc.». Ces partisans de la manière forte étaient relativement organisés. De son côté, le courant «libéral» au sein du Parti et du gouvernement perdait de ses soutiens et commençait à se tarir. Les indécis, qui flâtraient qu'«autre chose» se mijotait, prenaient peu à peu leurs distances. Tous déguerpirent.



Les heures d'euphorie... avant l'état de guerre.

En témoignent les militants du Parti issus de milieux universitaires et des cellules du Parti au sein des Chantiers navals, qui appartenaient au cercle formé autour de deux des signataires des accords de Gdansk, Fiszbach et Kolodziejski. Leur récit mérite d'être reproduit ici:

«Nous avons aussitôt senti le vide se faire autour de nous. Ce fut flagrant avant même le Congrès extraordinaire du Parti. C'est après ce Congrès qu'on est passé des préparatifs à la mise en oeuvre. Déjà, pendant le Congrès, le fait que l'intervention de Fiszbach ait été pratiquement escamotée révèle bien quelle était l'ambiance. Il est vrai qu'auparavant, son allocution lors du Plénum du Comité central du Parti avait été maintes fois interrompue. La salle tapait des pieds comme pour couvrir ses paroles. Pourtant, c'est chez eux, à Gdansk, que la situation la plus difficile attendait les deux signataires des accords. Fiszbach eut le plus grand mal à se faire élire délégué au Congrès; quant au voivode Kolodziejski, il fut carrément éliminé.

De plus en plus, notre position a été considérée comme celle de deux rêveurs, d'utopistes, tellement à côté de la réalité qu'il ne valait même pas la peine d'en parler. Les éléments favorables à la politique de compromis avec *Solidarnosc* ont vu leurs rangs se clairsemer après le Congrès du Parti, et, après celui de *Solidarnosc*, nous sommes restés seuls sur le carreau...

Au début, il avait été possible et même assez aisé de neutraliser les menaces, grâce à la présence en haut lieu de gens qui, à certaines conditions, se montraient plutôt favorables à la recherche d'un accord. On pouvait ainsi discuter avec Rakowski (vice-premier ministre chargé des syndicats), Barcikowski (ancien président de la commission gouvernementale dans les pourparlers avec les grévistes), avec le Général (Jaruzelski) ainsi qu'avec pas mal de responsables de second rang. Avec Kania (premier secrétaire du Comité central du parti de 1980 à 1981) aussi, la discussion était possible. La situation devint plus lourde de menaces à la suite de divisions dans les sphères dirigeantes, notamment au sein du Parti. Dans leur ensemble, les gens du Parti penchaient pour la solution de force. L'entente avec *Solidarnosc* n'était pas à leur goût, elle heurtait leurs habitudes aussi bien que leurs convictions. Elle les releguait à une position subordonnée par rapport à la société, leur ôtant le sentiment d'en être les acteurs de tout premier plan.

On assistait aussi à certains changements dans les profondeurs du pays, les mentalités: disparition du sens des valeurs, agressivité de plus en plus marquée, réactions de gens conduits au bord du désespoir. On sait que c'est de situation de ce genre que naissent les révolutions. Cet état d'esprit quasi insurrectionnel, cette montée de la violence causaient beaucoup de souci à *Solidarnosc*. La question revenait souvent dans les

conversations que nous menions avec Walesa à l'échelle de la voivodie (division administrative):

— Vous vous figurez que je vais poser ma tête sur le billot? s'exclama-t-il... C'est vous qui avez flanqué l'économie par terre, ce n'est pas à moi de fournir des explications. Allez vous expliquer vous-mêmes!

— Mais tout cela va dégénérer en...

— Sans doute, mais je ne peux pas me montrer trop conciliant, au risque de perdre toute crédibilité.

Au moment de l'instauration de l'état de guerre, il n'y avait plus personne au sein du pouvoir pour souhaiter parvenir à un accord avec *Solidarnosc*. Les instances dirigeantes avaient été remaniées, débarrassées des éléments qui auraient pu constituer une fraction capable de faire prévaloir le dialogue. Exceptionnellement, il n'y avait pas eu de tels changements à Gdansk, on nous avait fichu la paix, mais les événements ultérieurs révélèrent qu'on nous tenait à l'oeil, privés en fait de toute liberté d'action. Dans la plupart des autres régions, on avait procédé à de nombreuses mutations du personnel dirigeant. À l'échelle du pouvoir central, ces changements, pour être moins spectaculaires, n'étaient pas moins importants: hauts fonctionnaires limogés, tous les libéraux sans exception balayés. Les partisans de la manière forte avaient le champ libre.

Le scénario de l'état de guerre était très opérationnel, prévoyant plusieurs actions simultanées et se subdivisant en plans partiels. Les autorités s'attendaient sans doute à un plus grand nombre de victimes. D'après les témoignages concordants de gens qui furent à divers titres impliqués dans les préparatifs, il était prévu que l'effusion de sang serait plus importante. Les événements vinrent contredire les pronostics. D'après certains, ce succès si facile et si rapide suscita une certaine euphorie parmi les sphères dirigeantes, ce qui consolida définitivement l'influence des partisans de la manière forte. Ceux-ci avaient beau jeu de dire: «Vous voyez bien qu'il aurait fallu agir tout de suite. Vous vous êtes laissé mener en bateau par des libéraux qui vous ont fait avaler un tas d'inepties. Ça suffit comme ça!»

Psychologiquement, cette euphorie facilita le grand ménage au sein du gouvernement et du Parti, débarrassés de tous leurs éléments libéraux. Jaruzelski lui-même fut pris au piège de ce succès: la situation, brusquement déséquilibrée, l'obligea à pencher du côté des «durs». Tout s'était déroulé avec une facilité si inattendue, si déconcertante, qu'il lui fallut en assumer les conséquences sur sa propre attitude. Probablement n'avait-il pas délibérément souhaité en arriver là. Jaruzelski se retrouva piégé par ces mêmes forces sur lesquelles il s'était appuyé pour instaurer l'état de guerre...

## Il faut savoir se retirer pour aller refaire ses forces

«[...]J'ai compris que, pour le moment, notre mouvement est stoppé. Il faut l'accepter, de même qu'on a accepté les règles du jeu. Quand vient le tour du joueur qui nous fait face, il faut savoir se retirer, réfléchir à tête reposée, garder bon moral et refaire ses forces pour affronter la suite. Je ne connais pas d'autres moyens. La panique, la lutte désordonnée ne mènent à rien.

Pendant toute la période d'existence légale de *Solidarnosc*, mon but principal fut de gagner du temps: encore une semaine, encore un mois... C'est ainsi que finissait par apparaître la chance d'un arrangement. Mais celui-ci était-il possible? N'y avait-il pas eu dès le début volonté d'écraser notre mouvement? Encore en août 1980, le jour où la tension sur les Chantiers atteignit son comble et où on s'attendait à un débarquement plus que probable en provenance de la mer, bien avant la signature des accords, le haut fonctionnaire de la Sécurité présent sur place confia à un journaliste que sa profession l'amenaient à s'occuper de politique depuis 1967, ce qui l'aidait en fait à mieux comprendre qui et quoi il avait avantage à servir.

— Je préférerais m'occuper exclusivement de ce qui relève de ma mission. Ce qu'on appelle «diversion politique» n'est en fait qu'une affaire d'opinion. Cela concerne la presse, ceux qui écrivent, et la propagande elle-même, pas la Sécurité. On exige de moi que je travaille en ce domaine, or je suis avant tout membre du Parti et si j'ai choisi ce travail, c'est pour combattre les vrais espions, ceux qui opèrent une vraie «diversion»...

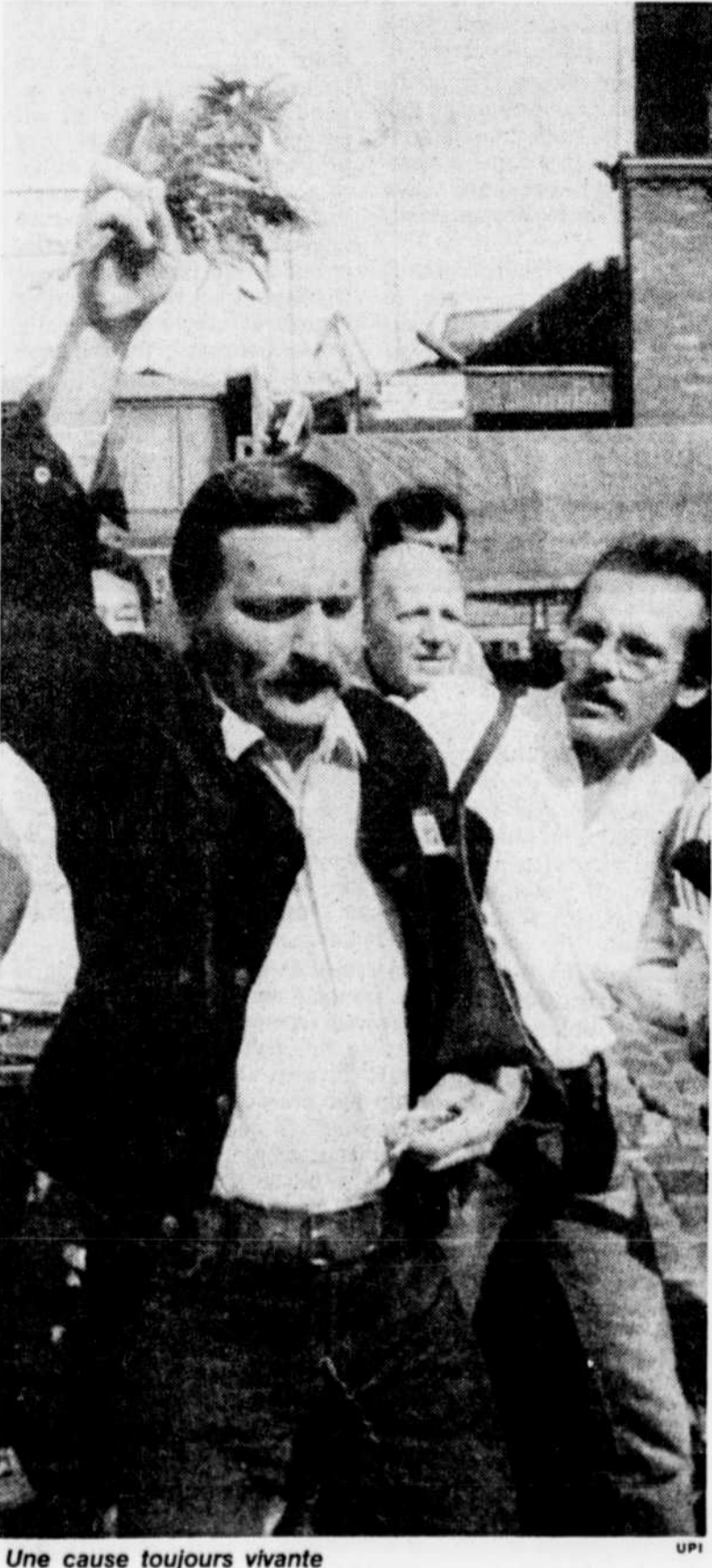
Puis il s'était mis à esquisser à grands traits le développement de la situation à venir tel qu'il l'envisageait à court terme:

— Toutes les forces politiques du pays sauf une — celle qui détient le pouvoir — souhaitent la signature des accords. Le problème va se poser après que les accords auront été signés. Les forces qui n'ont nul besoin d'une véritable démocratie se serviront des accords sur le plan tactique. Bientôt elles s'évertueront à saper le moral de l'opinion jusqu'à la pousser à réclamer elle-même un pouvoir fort. A ce moment-là, le «pouvoir fort» apparaîtra sous les traits d'une sorte de De Gaulle polonais...

Nous nous demandâmes à l'époque qui pourrait bien être un jour ce De Gaulle polonais... On pouvait d'autant plus s'interroger là-dessus que, peu après, c'est Kania qui fut nommé au poste de Premier secrétaire du Parti: ça ne collait pas du tout!

À l'issue de cette conversation avec le fonctionnaire de la Sécurité, le journaliste nous remit son enregistrement. Nous l'avons retranscrit et ce document est une autre preuve que le scénario des événements n'a pas été l'oeuvre d'un «illuminé». Il existait déjà bel et bien longtemps avant le 13 décembre 1981...

Les théoriciens sont d'avis que si la situation est bouchée sur le plan politique, s'il n'existe pas de moyens politiques de répondre à ce qui s'est passé depuis le 13 novembre 1981 en renouant les fils d'une jeune histoire amorcée cinq cents jours auparavant, c'est qu'il n'existe alors aucun autre moyen, à cause du poids de ces quarante années qui nous ont irrémédiablement courbé la tête et brisé les reins. J'ai beau être théoriquement d'accord avec les théoriciens, je suis avant tout un homme de terrain, et la pratique m'a enseigné qu'à défaut de moyens politiques, il en est d'autres: c'est même précisément parce qu'il n'y a pas de possibilités d'action politique que je ne suis pas resté les bras croisés à les attendre.



Une cause toujours vivante

WALESA, *Un chemin d'espoir, autobiographie*. Editions Fayard, Paris 1987, 606 pages.

LA PAGE ÉDITORIALE LE SOLEIL

Président du conseil et Éditeur:  
JACQUES-G. FRANCOEUR  
Éditeur adjoint et rédacteur en chef par intérim:  
GILBERT ATHOT

Président et directeur général:  
PAUL-A. AUDET  
Directeur de l'information:  
GILBERT ATHOT

Vice-président et trésorier:  
CHARLES-A. POULIN  
Directeur de l'édition:  
JACQUES DUMAIS

# Menaces indues des retraités

◆ Le succès des personnes âgées et retraitées dans leur lutte contre le gouvernement fédéral pour conserver l'indexation des pensions de vieillesse et les allocations d'assurance-chômage leur a fait découvrir la puissance du «pouvoir gris». Après le premier ministre Brian Mulroney, c'est maintenant au tour du ministre Gérard-D. Lévesque des Finances du Québec d'être la cible de ceux qui soutiennent avoir une bonne mémoire aux élections.



par Vianney DUCHESNE

La Coalition des aînés du Québec somme le ministre Lévesque d'apporter, dans son budget du 7 mai prochain, des modifications aux avantages fiscaux dont sont privées les personnes de plus de 65 ans, depuis le premier janvier 1986, parce qu'elles demeurent sur le marché du travail. Le groupe, qui représente entre 300,000 et 400,000 des 625,000 électeurs âgés du Québec, prétend que les mesures, pronées par l'ancien ministre péquiste des Finances et adoptées l'an dernier, appauvrissent les gens du 3e Age et découragent le maintien sur le marché du travail après 65 ans alors que la loi a aboli la retraite obligatoire.

En fait, le fisc a remanié les modalités d'application de l'exemption en raison de l'âge et de celle délimitant le plafond des déductions pour revenus d'intérêts ou de dividendes. Concrètement, une personne de plus de 65 ans qui avait des revenus de \$13,500 (\$9,000 de retraite, \$1,000 de revenus d'intérêts et \$3,500 d'un emploi) en 1985 et en 1986, paie \$556 de plus d'impôt pour l'an dernier; une augmentation de 96 pour 100 par rapport aux \$579 de 1985. Traitement injuste et discriminatoire, clame la coalition.

Toute situation inéquitable mérite d'être dénoncée et encore plus quand elle touche des citoyens aussi démunis que les vieux. Une récente enquête de l'Association des consommateurs du Québec (section Québec-Sainte-Foy) a révélé qu'une personne âgée sur deux se nourrit mal. Le logement manque de confort et les loisirs font défaut. La responsable de l'étude n'a pas hésité à soutenir que les résultats obtenus dans la région de la Capitale sont transposables à l'ensemble du Québec.

La perte de revenus, ne serait-ce que quelques centaines de dollars par année, entraîne des conséquences désastreuses quand on vit autour du seuil de la pauvreté établi à \$9,723 pour une personne seule et à \$12,820 pour deux personnes par le Conseil national du Bien-être social. Comment un gouvernement qui a la réputation de très peu faire payer des centaines de sociétés riches pourrait-il se justifier de glisser sa main dans la poche de ces contribuables?

Par contre, la Coalition des aînés du Québec n'a pas fait la preuve que le fisc égorge réellement cette classe de la société. Seulement 41,000 travailleurs et travailleuses du Québec ont plus de 65 ans. Combien parmi eux et elles ont des revenus si bas qu'ils se rapprochent de l'exemple des \$13,500 soumis par le groupe de protestataires? Le nombre est certes très loin des 300,000 ou 400,000 votes que l'on menace de retirer au ministre Lévesque. Un citoyen qui choisit librement de demeurer au boulot doit-il être privilégié par le fisc en raison de son âge? Il y aurait là aussi danger de discrimination à l'endroit des plus jeunes.

Ceci dit, les personnes âgées, comme tous les autres groupes de la société, ont raison de vouloir provoquer une réforme fiscale qui traîne depuis trop longtemps. Le moment est propice aux doléances mais la coalition s'assurera plus de crédibilité en étouffant mieux ses requêtes au lieu de les assaisonner de menaces. En visant aussi l'équilibre du partage fiscal dans une société où des jeunes sont plus pauvres que des vieux, bien que cela n'enlève rien à la pauvreté de ces derniers.

D'autre part, la plupart des pays industrialisés adoptent des mesures qui incitent les aînés à opter pour la retraite à l'âge de 65 ans et même avant comme c'est le cas en France. Le vrai défi, c'est de s'assurer ici, avec le vieillissement de la population, qu'on garantisse aux plus démunis qu'ils pourront au moins vivre décemment sans devoir s'accrocher à un travail misérable pour boucler les fins de mois.

" FAITES QUE LES NORDIQUES GAGNENT, MAIS, S'IL VOUS PLAÎT, PAS DE MIRACLE INTEMPESTIF, ÉTIREZ LA SÉRIE AU BOUTTE, LE BUDGET DE LA VILLE A PRÉVU TROIS PARTIES À QUÉBEC." AMEN."



POINT DE VUE

## La relance passe par l'électricité

par Rodrigue LEBLANC

◆ Après l'électrification rurale, la nationalisation de l'électricité, les barrages de la Manicouagan, il y a eu le «Projet du siècle». Il est question maintenant d'une deuxième Baie James attendue impatiemment par plusieurs et contestée par d'autres.

Disons, en premier lieu, que ce fut une grande erreur d'avoir stoppé radicalement ces derniers grands travaux hydro-électriques. Le Québec se serait mieux sorti de la crise de 1982 s'il avait maintenu, à une cadence réduite bien sûr, le harnachement des autres rivières du Grand Nord.

En plus de sauver des emplois, cela aurait empêché de littéralement démolir des infrastructures et de la machinerie de toutes sortes qui coûteront très cher à remettre en place à la reprise des travaux. De plus, le contentieux avec les premiers habitants de ce territoire risque de renaitre de ses cendres.

La continuation des constructions de barrages à la

Baie James et le développement du reste de notre potentiel hydro-électrique se justifient d'emblée si l'on en fait le fer de lance d'une véritable stratégie nationale de relance industrielle.

Pendant plusieurs siècles, nos rivières ont fourni l'énergie à nos industries. Il est maintenant temps de leur redonner ce même rôle grâce à l'électricité qu'elles génèrent. Cela nous mettrait à l'abri du prochain choc pétrolier avec comme résultat une meilleure productivité de nos entreprises aux dépens de pays industrialisés utilisant le pétrole comme principale source d'énergie.

Pour en arriver là, il faudrait que le gouvernement du Québec incite l'industrie, grâce à une tarification de l'électricité appropriée, à remplacer partout où c'est possible le moteur diesel par celui à l'électricité ou à utiliser davantage et plus ingénieusement ce dernier le cas échéant.

À titre d'exemple, il y aurait lieu au niveau des transports en commun, de réutiliser l'autobus électrique dans nos

grandes villes et le train du même nom sur les principales artères du Québec. Dans ce cas, l'électricité fournie gratuitement aux compagnies de transport tiendrait lieu de subvention épargnant ainsi au gouvernement des sommes d'argent qui vont à l'achat de pétrole.

Trop de nos petites et moyennes industries utilisent malgré elles le moteur diesel faute d'une alimentation suffisante en électricité quand ce n'est pas son coût inexplicablement élevé qui les en empêche.

En agriculture, l'électrification des champs permettrait d'utiliser de la machinerie agricole électrique puisque la technologie, qu'il reviendrait aux Québécois de mettre au point, existe.

Enfin, dans l'industrie de la construction, la soudeuse, le compresseur et beaucoup d'autres machines fonctionnent au diesel malgré nos surplus d'électricité.

Advenant une plus grande demande pour de l'électricité par l'industrie québécoise, le réseau de distribution actuel

s'avérerait inadéquat puisqu'il suffit à peine aux fins domestiques en période de pointe. Il y aurait donc lieu, avant tout, que l'État dote toutes les régions du Québec d'un réseau approprié pour desservir efficacement toute l'industrie et non seulement la plus importante comme les alumineries.

Fournir de l'électricité aux industries à de meilleurs taux qu'actuellement constituerait un manque à gagner important pour Hydro-Québec. Par contre, la reprise économique importante qu'engendrerait pareille politique augmenterait les revenus du gouvernement lui permettant ainsi de financer sa principale société d'État au besoin. L'important c'est que cette dernière, en conformité avec les grands objectifs de la nationalisation de l'électricité, joue le rôle qui lui revient dans la grande stratégie industrielle que se doterait le Québec pour enrayer le chômage.

★ Rodrigue Leblanc, de Joly (Lotbinière), est un ex-fonctionnaire de l'enseignement oeuvrant dans le domaine de la construction.

L'AIR DU TEMPS

# Cher toi(t) ou le vieux rêve du bonheur collectif



par Nicole BEAULIEU  
Collaboration spéciale

◆ Le toit du stade devrait me laisser indifférente. Il abriterait à Montréal, ville où je ne mets jamais les pieds, des jeux auxquels je n'entends rien. Pourtant, il me hante.

Depuis le 13 avril, date de son élection, je ne tiens plus en place. Un fol espoir m'habite.

A tel point que je n'ai pu résister à l'impérieux besoin de m'adresser à lui.

L'entreprise n'est pas sans risque. On en conclura peut-être que je fais, moi aussi, du chapeau... comme le stade et ses concepteurs; que mon dernier article, celui sur les cloches, m'a sonnée; ou que le Festival folie/culture qui se tient ces jours-ci à Québec et à Montréal m'incite à la dérision. On dira ce qu'on voudra: j'ai décidé d'écrire au toit. Après tout, si les murs ont des oreilles pour entendre, les toits peuvent bien avoir des yeux pour lire,

de haut, les missives qui leur sont destinées. De toute façon, c'est sûrement aussi efficace qu'un message au premier ministre.

Voici donc copie de la lettre à laquelle je n'ai pas encore obtenu réponse, le service postal canadien étant ce qu'il est.

Cher Toi(t),

Rassure-toi. Je n'ai pas l'habitude d'écrire aux objets, ovnis ou honnis, je me contente généralement de les décrire. Mais il fallait que je te parle.

D'abord pour te remercier d'être là. Tu tombes pile. En cette année internationale des sans-abri, qu'espérer de plus magnifique? Mille mercis.

Peut-être crois-tu sentir le piquant de la dérision sous le velours des mots? Erreur. Crois-moi, pour rien au monde je ne voudrais te froisser.

Soit, tu m'as déjà agacée. Plus maintenant.

Ton histoire me touche. Onze ans de captivité. Onze ans pendant lesquels ce stade dit couvert restait ouvert à tous vents. Quelle ironie! Te rends-tu compte? entre l'ouvert et le couvert, il n'y a qu'une lettre, un minuscule c, un

fragment d'o. Dérisoire obstacle. Un c et... quelques millions. Combien déjà? 120, je crois. \$120,000,000. Cher toi(t), val

Il serait facile de te griffer à coups de chiffres. Les coûts ont triplé en cours de route. Est-ce ta faute? Il est vrai que de beaux projets auraient pu être taillés dans ta farameuse toile de kevlar. Et combien donc dans ce stade qui a englouti, «titanique» 1.2 milliard de dollars! Si tu veux mon avis, c'est beaucoup pour asseoir les gens. Mais suffit! tu as reçu ta part de quolibets à l'époque où tu gisais dans ton entrepôt. Et maintenant, il te faudra subir les Expos et leur miroir aux alouettes. Je te plains.

Mais laissons les remords et les regrets. Tu es là et c'est ce qui compte.

Il faut que je t'avoue une chose. Dès que je t'ai vu dans les journaux, immense meringue posée sur l'assiette Taillibert, j'ai eu le coup de foudre. Par la magie de l'art et de la technique, tes 65 tonnes paraissent aussi légères qu'une fleur de soie. Merveille de l'esprit humain qui transcende la matière et met des ailes aux éléphants... blancs, tu me remplis d'espoir.

Car vois-tu, depuis ta floraison, je

me dis que tout est possible. Suffit de vouloir.

Ecoute, le vent tourne. J'en suis sûre. Le discours des dernières années nous a fait croire au racornissement des idées et des idéaux. Ce n'était que babillage. Je sais à te voir, voile tendue, que la générosité renait.

Maintenant que le Québec a réglé le sort des sans-abri du sport-spectacle, que ne fera-t-il pour les itinérants qui errent dans ses villes? Que ne fera-t-il pour tous ceux, enfants mal aimés ou femmes violentées, qui cherchent un havre?

Leurs requêtes sont, somme toute, modestes. À Montréal, un comité réclame des logements et \$5 millions de Québec — et d'Ottawa — pour aider 10,000 itinérants. A bout de souffle, les 44 maisons d'hébergement pour femmes et enfants violentés demandent \$14 millions: les grenailles qu'on leur propose ne sauraient suffire à endiguer le malheur de milliers de familles. Pourquoi leur refuserait-on obole bien plus mince que celle que tu as reçue?

J'en ai parlé à des amis. Ces rabatois tentent de me ramener à la logique comptable des gestionnaires de la

décroissance. Ils disent que pour toi, ce n'était pas pareil. Que les autorités n'avaient pas le choix: prises dans une sorte d'engrenage, elles se devaient de parachever le stade: à découvert, il se dégradait; l'entreposage de la toile coûtait cher; bref, l'argent était garoché par le «o».

Je réponds que l'entreposage de la souffrance humaine coûte cher aussi. Beaucoup trop pour une société qui se doit de rationaliser ses dépenses. Et que c'est tout l'édifice qui se trouve miné par des économies de bouts de chandelles. Je ne suis pas très ferrée en «management», mais il me semble que le gaspillage des ressources — matérielles ou humaines — n'est jamais payant.

Tu vois, ta présence ranime mon vieux rêve de bonheur collectif.

Comme c'est drôle. Symbole de l'idéal olympique trahi, te voilà devenu gage de fraternité.

Je te souhaite longue vie. Surtout, ne te rétracte pas. Tant d'autres abusent de ce pouvoir.

Bien à toi(t), d'une admiratrice...◆

★ Nicole Beaulieu est une journaliste pigiste de la région de Québec.



# Attentat contre des militaires US, à Athènes

♦ ATHÈNES (AP) - Dix-huit personnes, dont 16 militaires américains, ont été blessées hier à Athènes par l'explosion d'une bombe au passage d'un autobus transportant des militaires grecs et américains, a déclaré la police. L'explosion s'est produite à 17h10 locales près du marché central d'Athènes lorsque l'autobus militaire grec se dirigeait vers la base américaine située à Glydada, dans la banlieue de la capitale hellénique.

D'après un officier de police, la bombe était placée le long d'un mur et bordait le lit d'un fleuve asséché. L'engin a été commandé par un fil de 300 mètres de long traversant le lit du fleuve.

Trois des 35 passagers de l'autobus ont été gravement blessés. Les Américains atteints ont été soignés à l'hôpital de la base aérienne d'Hellenikon.

"Il y avait des soldats américains

et d'autres personnes dans le bus. Il y a eu des blessés mais nous ne les avons pas encore dénombrés", a déclaré sur place un major de l'armée américaine qui a requis l'anonymat.

L'explosion, de forte puissance, a soufflé les vitres de l'autobus, parti de la base aérienne grecque d'Elefsina, située à 20 km à l'ouest d'Athènes. L'explosion a envoyé le véhicule contre un mur.

### Pas de revendication

L'attentat n'a pas encore été revendiqué. Un attentat similaire, qui avait fait un mort en novembre 1985 avait été revendiqué par un groupe terroriste local, "Novembre 17".

Il s'agit de la troisième attaque contre des militaires américains en Grèce en trois ans. Une porte-parole de l'ambassade américaine à Athènes a déclaré que la base grecque à Elefsina sert de QG administratif pour un détachement d'artillerie de l'OTAN. ●



Un officier américain jette un coup d'oeil sur l'autobus endommagé par la bombe, hier, à Athènes.

## Aussitôt libre, Koriaguine dénonce le régime soviétique

♦ ZÜRICH, Suisse (Reuter) - Dès son arrivée en Suisse en provenance de Moscou, le dissident soviétique Anatoly Koriaguine a aussitôt dénoncé, hier, les autorités soviétiques les accusant de continuer de détenir des opposants dans des hôpitaux psychiatriques. «Pas un seul des dissidents qui était interné dans ces institutions n'a été libéré», a déclaré Koriaguine à l'aéroport de Zurich. Les présumées mesures de libéralisation de Mikhaïl Gorbatchev ne les ont pas touchées, a-t-il dit. Détenu durant six ans dans des camps de travail pour s'être opposé au régime, Koriaguine, un psychiatre, a précisé qu'il avait l'intention de s'établir en Suisse pour y exercer sa profession.

### Peines réduites garanties

SAN JUAN, Porto Rico (AP) - Trois hommes, accusés d'être les responsables de l'incendie qui a coûté la vie à 97 personnes à l'hôtel Dupont Plaza ont accepté hier d'avouer leur culpabilité en obtenant la garantie de peines plus légères. Le principal accusé, Hector Escudero Aponte, était passible de la peine de mort. Hier, le procureur du gouvernement, Daniel Lopez Romo, a annoncé qu'il ne demanderait pas que la peine capitale soit imposée dans son cas. Les trois accusés étaient tous des employés syndiqués de l'hôtel porto-ricain.

### Hausse de 124% en un an

GENÈVE, Suisse (AFP) - 4.549 cas de sida au total ont été recensés à la fin de décembre 1986 en Europe, soit 814 de plus que trois mois plus tôt, a indiqué hier l'Organisation mondiale de la santé. L'OMS relève qu'entre septembre et décembre, les augmentations les plus marquées ont été observées en France (171 nouveaux cas), en Italie (156), en RFA (151), au Royaume-Uni (98) et en Espagne (63). Dans 21 des 27 pays concernés, le nombre total de cas est passé de 2.006 en décembre 1985 à 4.502 en décembre 1986, soit une augmentation de 124 pour 100. Plus de 90 pour 100 des sujets atteints sont de sexe masculin et 63 pour 100 des malades dont l'âge était connu appartenaient au groupe des 20-39 ans.



Pour la première fois depuis 10 mois, la presse sud-africaine a pu rapporter hier ce qui se passait dans le pays. Toutefois, cette liberté pourrait ne pas durer longtemps.

### Restrictions annulées

JOHANNESBURG (AFP) - Des restrictions à la liberté d'expression et de presse ont été annulées hier par la Cour suprême de la province du Natal, suscitant le vague espoir d'un retour à la tolérance en Afrique du Sud. Depuis l'instauration de l'état d'urgence, le 12 juin 1986, il est interdit de relater par écrit ou de photographier une scène de violence politique, en particulier quand il est question d'une intervention policière. Le tribunal du Natal a levé cette interdiction, de même qu'elle a annulé un décret paru en janvier dernier, qui interdisait articles et encarts publicitaires énumérant les objectifs ou prônant la légalisation d'organisations interdites telles que le Congrès national africain. Toutefois, Pretoria pourrait maintenir les mêmes restrictions en imposant un nouveau décret ou en portant la cause en appel, démarche qui reviendrait à suspendre les effets du jugement en question.

### Escalade en vue au Sri Lanka

COLOMBO (AFP) - Le gouvernement sri-lankais prépare de nouvelles attaques aériennes contre les bases séparatistes tamouls dans le nord du pays, afin d'ouvrir la voie à une possible opération de l'armée de terre, a indiqué une source militaire hier à Colombo. Cette escalade indique que le gouvernement a opté pour une ligne dure dans son offensive contre les rebelles tamouls, et envisage sérieusement d'utiliser les 35.000 hommes de l'armée pour essayer de venir à bout des guérilleros, estimés entre 10.000 et 15.000. Par ailleurs, les avions gouvernementaux ont poursuivi hier leurs raids contre les positions des rebelles. ●

## NOTRE 10<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE

une occasion de vous remercier en vous offrant...

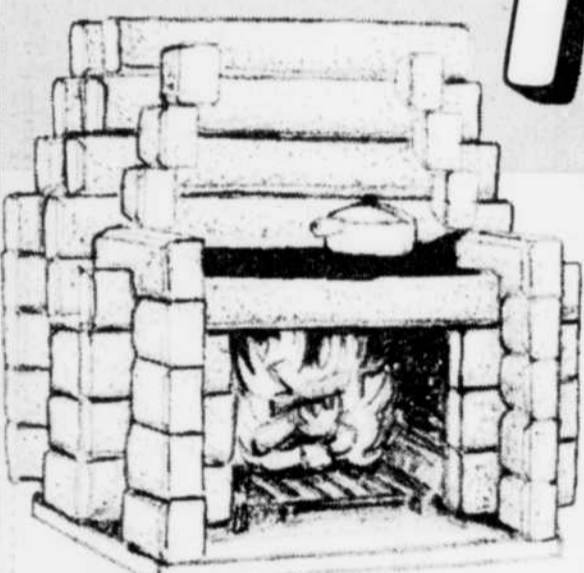
# 10%

DE RABAIS

sur tous les foyers et accessoires

CHOIX DE 12 MODELES

- Salle de montre intérieure et extérieure
- Installation rapide
- Garantie écrite de 5 ans



OUVERT LE SAMEDI

Fabriqué par

Les foyers

**FEU ARDENT**

724, Ch. Industriel  
Bernières, Qué. G0S 1C0 (418) 831-1514



Groupe d'action pour l'avancement technologique et industriel de la région de Québec

**GATIO**

Carrefour d'échanges sur les transferts technologiques

Monsieur Maurice Lalonde  
Professeur  
Centre de Recherche  
en biologie forestière



«Le devenir industriel de la biotechnologie forestière au Québec»

Le 28 avril 1987  
12h00

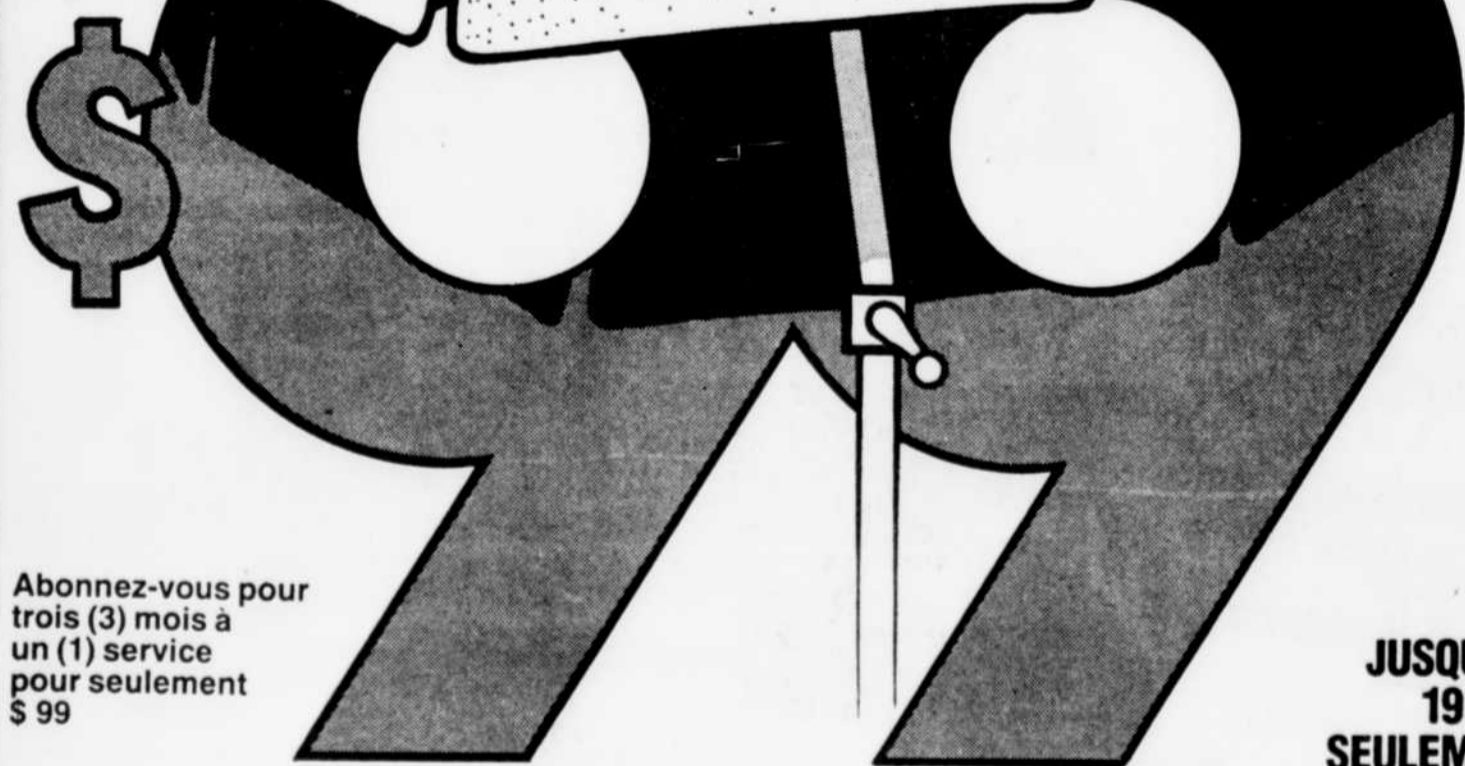
Pavillon Maurice Pollack  
Salon N° 2  
(Par l'entrée N° 3)  
Université Laval

40.00\$  
(Un lunch sera servi à cette occasion)  
(émettre le chèque à l'ordre de: GATIO)

Pour réservations: Diane Bernard  
(418) 643-8713 (GATIO)

«Le GATIO: une force pour entreprendre»

# PASSEZ UN ÉTÉ EN FORME!



Abonnez-vous pour trois (3) mois à un (1) service pour seulement \$ 99

JUSQU'AU 19 MAI SEULEMENT

**Nautilus Plus** INC.  
POUR LA FORME AU MAXIMUM

QUÉBEC  
Parc Samuel Holland  
3, Parc Samuel Holland  
527-2577

CHARLESBOURG  
Club de Tennis Avantage  
1080, rue Bouvier  
622-5005

CHARLESBOURG  
(Anciennement Club Lebourgneul)  
4500, boul. des Gradins  
627-3441

Revenu Canada Impôt / Revenue Canada Taxation

## Questions sur l'impôt? Appelez-nous!

Nous vous offrons un service supplémentaire durant la saison de production. En effet, nous prolongeons les heures de notre service téléphonique.

Du 23 février au 23 avril, vous pouvez nous appeler de 8 h 15 à 18 h, du lundi au jeudi. Du 27 au 30 avril, nous prolongeons nos heures jusqu'à 20 h.



### Ce service est gratuit

Pour un service rapide, appelez-nous avant 10 h ou après 14 h.

Vous trouverez le numéro de téléphone local et d'interurbain sans frais dans votre annuaire téléphonique ou au verso de votre guide d'impôt.

Nous sommes à votre service

Canada

## Le drame de Palm Bay Le tueur tenait des propos incohérents

♦ **PALM BAY, Floride (AFP/AP)** - Un tireur « faisant feu sur tout ce qui bougeait » a tué six personnes et en a blessé 14 autres avant que la police l'oblige à se rendre en lançant des grenades de gaz lacrymogène dans le supermarché où il détenait trois personnes en otages.

Le drame, qui avait débuté jeudi à l'heure du souper dans le centre commercial d'une petite ville de Floride, Palm Bay, s'est terminé vers 2 h hier.

Plus de 200 policiers ont participé au siège de sept heures qui s'est terminé avec l'arrestation du forcené, William Crouse, âgé d'environ 60 ans, de Palm Bay. Deux des personnes tuées sont des policiers.

Le chef de police de la petite ville située à 110 km au sud-est d'Orlando, M. Charles Simmons, a annoncé, en conférence de presse, que de nombreuses accusations avaient été portées contre Crouse, dont six accusations de meurtre au premier degré.

### Propos incohérents

Le chef Simmons a indiqué que le tireur avait été en liaison téléphonique avec la police durant le siège, précisant que les propos de Crouse avaient été « incohérents et confus » et qu'il avait fait des « crises de rage et de mélancolie ». « A certains moments, il a réclamé des avions et des automobiles mais jamais d'argent », a dit Simmons. « Pour le moment, nous ne savons pas pourquoi il a agi de la sorte. » De son côté, la porte-parole du corps policier, Mme Louise Brown a dit que Crouse n'avait pas expliqué clairement le but de son action.

Une grande confusion a entouré cette affaire durant son déroulement. Quelques heures après le début du drame, la police annonçait la mort de 12 personnes et précisait qu'il y avait deux tireurs. Ce n'est que plusieurs heures plus tard que les policiers ont pu établir qu'il n'y avait qu'un tireur.

### Autres tueries

La tuerie rappelle plusieurs récentes affaires semblables, mais dont les bilans avaient été plus lourds: une douzaine de personnes tuées par un employé dans un poste de la banlieue d'Oklahoma City, en Oklahoma, le 20 août dernier, 21 personnes assassinées dans un restaurant McDonald's le 18 juillet 1984.

Crouse, selon ses voisins, était l'objet de quolibets de la part des enfants de son quartier qui l'accusaient de se livrer à des actes d' exhibitionnisme. Furieux, il avait ces derniers temps tiré à plusieurs reprises des coups de feu en l'air.

Jeudi soir, il a fait feu sur deux enfants sans les atteindre, avant de disparaître au volant de son véhicule.

Le centre commercial de cette ville côtière en pleine expansion était plein de monde quand Crouse a soudain ouvert le feu dans un supermarché vers 18h30 locales. Sac de munitions à l'épaule, il traversa ensuite un parking et une rue pour continuer à semer la mort dans un autre magasin.

« Ce type tirait sur tout ce qu'il voyait, il ne visait même pas. J'ai vu un petit garçon de sept ou huit ans, il l'a abattu », a raconté une employée d'un magasin. « J'ai senti une balle frôler mes cheveux, je me suis jeté à terre », a déclaré le propriétaire d'une bijouterie, M. Fletcher Redmond.

Sur les parkings, les passants fuyaient en tous les sens au milieu des crissements des pneus des voitures. ●



William Crouse, escorté par des policiers, quitte les lieux du drame.

## Les attentats de 1986 à Paris

# Nouveau coup de filet de la police française

♦ **PARIS (Reuter, AFP)** - Les autorités françaises ont inculpé deux Marocains et détenu six autres hommes originaires du Moyen-Orient ou de l'Afrique du Nord en rapport avec la série d'attentats à la bombe perpétrés l'année dernière dans la région parisienne.

Des sources judiciaires ont indiqué que les deux Marocains avaient été inculpés en secret lundi. Ils sont accusés de participation à un complot et de possession d'armes et d'explosifs.

Les six autres détenus sont quatre Libanais, un Algérien et un ressortissant sénégalais né au Liban. Les inculpations portent à 12 le nombre de gens accusés d'avoir joué un rôle dans ces attentats qui firent 13 morts et plus de 150 blessés au mois de mars et de septembre 1986.

Le journal Le Monde a affirmé hier que les deux Marocains avaient avoué avoir caché les valises et colis contenant les explosifs qui servirent aux attentats. C'est un étudiant tunisien, Ali Fouad Saleh, qui est venu chercher chez eux ces explosifs.

Saleh était au nombre des huit personnes arrêtées le mois dernier au sujet de cette affaire. La police la décrit comme étant le chef d'un

groupe extrémiste musulman chiite.

### Coup de pouce

Selon Le Monde, c'est un « tuyau » de la police ouest-allemande à la DST, le service de contre-espionnage de la France, qui a permis la réalisation de ces coups de filet. En janvier dernier, les Allemands ont appréhendé Mohamed Ali Hamadei, un Libanais soupçonné d'avoir détourné d'un avion de la société amé-

ricaine TWA. Dans le cadre de leur enquête, les policiers ouest-allemands découvrirent un numéro de téléphone à Paris qui fut mis sur table d'écoute par la DST. Selon Le Monde, l'interception des communications téléphoniques a permis notamment l'arrestation de Saleh et de deux de ses complices.

Toutefois, un homme considéré par les enquêteurs comme étant très vraisemblablement l'artificier

## Travaux stoppés à Tchernobyl

♦ **MOSCOU (AP)** - La construction de deux nouveaux réacteurs à la centrale nucléaire de Tchernobyl a été arrêtée pour au moins quelques années, a indiqué hier le directeur de la centrale.

M. Mikhail Unamets et d'autres responsables du chantier se sont entretenus hier avec quelques journalistes occidentaux à l'occasion d'une conférence de presse téléphonique organisée par l'agence de presse soviétique Novosti.

M. Unamets a dit que la décision de poursuivre la construction des réacteurs cinq et six avait été reportée au début du prochain plan quinquennal qui ne débute qu'en 1991. Il n'a pas à quel stade les travaux de construction des deux réacteurs étaient rendus.

Ces deux réacteurs sont du même type que le réacteur numéro quatre qui a été détruit lors de l'accident nucléaire.

M. Unamets a également dit que les responsables ukrainiens avaient décidé que la construction de deux autres réacteurs « dans les conditions actuelles » pourraient repré-

senter une décision non rentable. Précédemment, les autorités soviétiques avaient déclaré qu'il n'y avait aucune raison d'arrêter ou d'annuler la construction de ces deux réacteurs. ●

## Retour dans des zones pas sûres «à 100 pour 100»

♦ **MOSCOU (AFP)** - Des habitants de la zone contaminée autour de la centrale nucléaire de Tchernobyl, évacués après l'accident du 26 avril 1986, se réinstallent actuellement dans des villages qui ne sont pas « sûrs à 100 pour 100 », ont indiqué hier des responsables de la centrale.

Quelque 135.000 personnes avaient été évacuées d'une zone de 30 kilomètres autour de la centrale après l'explosion de son quatrième réacteur.

Au cours d'une conférence de presse par téléphone avec des journalistes occidentaux à Moscou, Evgueni Ignatienko, chef d'un organisme chargé de la décontamination, a précisé que quelques personnes âgées étaient retournées dans des maisons qui ne sont « pas absolument sûres à 100 pour 100 », situées à l'intérieur de la zone contaminée. Il s'agit de « cas exceptionnels », a-t-il expliqué sans plus de détails.

Outre ces personnes âgées, les habitants de 16 villages évacués ont reçu l'autorisation de rentrer chez eux et 22 autres villages seront prochainement prêts pour accueillir les habitants évacués l'année dernière, ont expliqué les responsables. ●

## BIOThERM CHEZ EATON

POUR VOUS



### Découvrez les produits de soin Biotherm Avec en plus une offre-prime!

Le secret des produits de soins Biotherm réside dans le plancton thermal qui contribue à fournir à la peau les éléments nécessaires au maintien de son équilibre et de sa souplesse.

1. "Actif Nuit", soins du soir, 40 ml 25.00 ch.
2. Gommage corporel peau lisse, 125 ml 14.00 ch.
3. Quatorz d'ombres à paupières, Étui 4 couleurs, 18.00 ch.
4. Bio mascara, 10 ml 11.00 ch.
- 4ADésincrustant peau nette, 50 ml 11.00 ch.
- 4BLotion tonique Hydro-cure pour peau sèche, normale ou grasse, 200 ml 15.00 ch.

### Offre-prime:

Avec tout achat de 15.00 ou plus de produits Biotherm, vous recevrez un étui de produits de beauté comprenant: duo d'ombres à paupières; crème "énergie active", 6 ml; gel moussant enrichi, 10 ml; crème "Actif Nuit", 3 ml. Une offre-prime par personne. Offre en vigueur jusqu'au 9 mai 1987.

Inoubliable La fête des Mers DIMANCHE 10 MAI

EATON

VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ À JUSTES PRIX

GALERIES CHAGNON 833-7744

PLACE STE-FOY 653-9331

GALERIES DE LA CAPITALE 627-5811

### A.M.B.A.Q. - I.C.A.Q.

Déjeuner-conférence



M. Normand Chevrier

Président et chef de la direction de BASTIEN INC. prononcera une conférence sur le

"Futur des secteurs mous" Le vendredi 1er mai 1987 à 12h00 au Château Frontenac, salle Jacques-Cartier. Coût: 18'

Pour réservations: Jocelyne Lamothe 653-6881



### CLINIQUE D'OPHTALMOLOGIE SAINTE-FOY ENR.

Dr Claude Boulanger, M.D., C.S.P.Q.  
Dr Jacqueline Carignan, M.D., C.S.P.Q., F.R.C.S.(C)  
Dr J.-R. Clément, M.D., C.S.P.Q., F.R.C.S.(C)  
Dr C. Duquette, M.D., C.S.P.Q., F.R.C.S.(C)  
Dr Lise Garand, M.D., C.S.P.Q., F.R.C.S.(C)  
Dr J.-La Lavalée, M.D., C.S.P.Q.

OPHTALMOLOGISTES Maladies des yeux, examen de la vue, orthoptique

### VERRES de CONTACT

(Lentilles spéciales) (EDIFICE BELCOURT, BUREAU 210), 2590, BOUL. LAURIER, STE-FOY SAINTE-FOY 653-6655

## VENTE DE FAILLITE de bijoux

Bagues, montres, chaînes, joncs, breloques, pendentifs, broches, boucles d'oreilles, bracelets, or et argent.

Colliers de perles.

Briquets, cadrans, horloges, cadeaux variés.

Tout doit être vendu rapidement à prix dérisoires.

Ouvert: au 1960 rue St-Michel Sillery, Qc (édifice Net Top, face à l'hôtel de ville)

Ameublement et équipement à vendre.



Regardez l'été sous tous ses angles avec la chaise BAHIA de GROSFILEX, à positions multiples en résine de synthèse. Elle est garantie 3 ans.

89\$

# le meuble tutti frutti.



Québec, Angle boul. Home/Henn-IV, (418) 871 22 21

St-David, Lévis, 677, route Trans-Canada (rte 132), (418) 835 15 73

# Percée dans l'Irangate

♦ WASHINGTON (AFP, AP) - L'Irangate revient au premier plan de l'actualité aux États-Unis, l'enquête ayant fait un grand pas en établissant pour la première fois que de l'argent avait effectivement été versé aux rebelles nicaraguayens.

Selon des sources informées, ce déblocage est dû à la coopération d'un des protagonistes de l'affaire, M. Albert Hakim, ancien ressortissant iranien devenu l'associé du général à la retraite Richard Secord. Lundi, M. Hakim aurait remis aux enquêteurs du Congrès américain des relevés de comptes bancaires en Suisse en échange d'une immunité limitée contre d'éventuelles poursuites. M. Hakim aurait également obtenu d'être protégé par les services policiers car il craignait pour

sa vie à la suite de sa coopération avec les enquêteurs.

### Confirmation

A l'approche des auditions publiques au Congrès sur cette affaire début mai, le sénateur démocrate Daniel Inouye, président de la commission d'enquête spéciale du Sénat, a confirmé le déblocage dans une interview publiée hier par le Washington Post. "Nous avons assez de documents pour suivre la piste", a-t-il dit. Selon une source au Congrès les enquêteurs n'auraient cependant retrouvé pour le moment la trace que d'environ \$1,500,000.

En confirmant le détournement de fonds, le 25 novembre dernier, l'attorney general Edwin Meese avait estimé à entre \$13 millions et \$39 millions de dollars les sommes

détournées. Les différents commissions d'enquête travaillant sur l'Irangate n'avaient jusqu'à présent pas réussi à obtenir de preuves concernant cet aspect, l'un des plus mystérieux du scandale iranien.

### Rôle différent de Reagan

M. Inouye a également indiqué que des extraits du journal tenu par le président Reagan, fournis à sa commission, faisaient apparaître une image du rôle de M. Reagan dans cette affaire différente de celle présentée par le rapport de la commission Tower en février.

Ce rapport avait brossé le portrait d'un président détaché et peu au courant de ce qui se tramait à la Maison-Blanche alors que les extraits de son journal donnent l'impression qu'il "suivait de près" l'initiative iranienne, selon M. Inouye. ●



Donald Regan n'écrira pas de «commérages».

# Regan recevra plus de \$1 million pour son livre

♦ WASHINGTON (AFP) - La maison d'édition américaine Harcourt Brace Janovich a acheté pour \$1,300,000 les droits sur un livre de mémoires qu'écrit l'ancien secrétaire général de la Maison-Blanche Donald Regan.

M. Robert Gottlieb, l'un des directeurs de l'agence William Morris, qui représente M. Regan, a indiqué que les droits sur ce livre à paraître avaient été mis aux enchères pendant six heures jeudi et que l'offre de Harcourt Brace Janovich avait été retenue.

Il s'est refusé à en préciser le montant. Mais selon une source bien informée citée par le Washington Post, la maison d'édition, qui envisage de publier l'ouvrage à l'au-

tomne 1988, a offert la somme de \$1,300,000.

Ancien président de la firme de courtage Merrill Lynch, M. Regan a été secrétaire au Trésor avant de devenir le secrétaire général de la présidence. Surnommé le «premier ministre», il a été forcé de démissionner à la suite du scandale de l'Irangate, notamment à la suite du blâme à son endroit adressé par une commission d'enquête et des pressions exercées par Nancy Reagan, l'épouse du président, pour obtenir son départ.

L'ouvrage qu'il écrit «me sera pas un livre de commérages, mais constituera un regard fort et honnête sur la présidence Reagan», a indiqué M. Gottlieb. ●

**VENTE TRANS CANADA EATON**

## AUBAINES DERNIER JOUR!

## SAMEDI 25 AVRIL SEULEMENT

<p><b>25% de rabais!</b> <b>Bijoux en argent sterling</b> Faites votre choix parmi notre excellente sélection et obtenez 25% de rabais sur le prix courant étiqueté! Rayon 215</p>	<p><b>20% de rabais!</b> <b>Soutiens-gorge Warner's</b> Obtenez 20% de rabais sur le prix courant étiqueté. Profitez de l'occasion! Rayon 609</p>	<p><b>20% de rabais!</b> <b>Mallettes</b> Obtenez 20% de rabais sur le prix courant étiqueté d'une sélection de mallettes et de porte-documents. Rayon 264</p>	<p><b>25% de rabais!</b> <b>Maillots mode</b> Choisissez parmi notre sélection de maillots à notre rayon des dessous et obtenez 25% de rabais sur le prix courant étiqueté. Rayon 201</p>	<p><b>25% de rabais!</b> <b>Jockey pour elle</b> Confortables dessous en coton dans une gamme de modèles et de couleurs. Faites-en réserve et obtenez 25% de rabais sur le prix courant étiqueté. Rayon 609</p>
<p><b>30% de rabais!</b> <b>Jeans "Griffe rouge" Levi's</b> Des modèles renommés! Tailles élancées 7 à 14 et tailles courantes 7 à 16 pour garçons. Obtenez 30% de rabais sur le prix étiqueté. Rayon 232</p>	<p><b>Étagère de rangement en plastique empilable</b> Prix courant Eaton 4.98 <b>3<sup>69</sup></b> ch. Permet de ranger vos chaussures, chandails etc. Rayon 222</p>	<p><b>25% de rabais!</b> <b>Souliers en toile pour femmes</b> Choisissez parmi un bel assortiment et obtenez 25% de rabais sur le prix courant étiqueté. Rayon 238</p>	<p><b>25% de rabais!</b> <b>Chariot à emplettes</b> En treillis résistant recouvert de plastique. Rouge ou blanc. Obtenez 25% de rabais sur le prix courant étiqueté. Rayon 222</p>	<p><b>20% de rabais!</b> <b>Caleçons de bain Ocean Pacific</b> Choisissez parmi une attrayante de motifs imprimés dans une gamme de longueurs de jambe et de tailles pour hommes. Obtenez 20% de rabais sur le prix courant étiqueté. Rayon 261</p>
<p><b>25% de rabais!</b> <b>Etagères sur roulettes</b> Modèle à 4 tablettes. Fabrication en plastique résistant avec roulettes. Env. 43 x 31 x 81 cm. Obtenez 25% de rabais sur le prix courant étiqueté. Rayon 222</p>	<p><b>25% de rabais!</b> <b>Couverture en laine "Champs Élysées" Eaton</b> Confectionnée en France exclusivement pour Eaton! Pêche foncé ou bleu. Dim. approx.      Prix courant Eaton      ch. 1 place, 165 x 230 cm (65 x 91 po)      69.99      52.49 2 places-grand 215 x 230 cm (85 x 91 po)      89.99      67.49 Rayon 436</p>	<p><b>25% de rabais!</b> <b>Jeans pour jeunes hommes</b> Choisissez parmi une sélection de modèles en denim de coton de marques réputées et obtenez 25% de rabais sur le prix courant étiqueté. (Boutique Abstract seulement)      Rayon 332 <b>EATON abstract</b></p>	<p><b>30% de rabais!</b> <b>Housses de couette</b> À ne pas manquer! Obtenez 30% de rabais sur le prix courant étiqueté de toutes les housses de couettes. Rayon 436</p>	<p><b>Solde!</b> <b>Tapis "Spanish Bouclé" en laine Wilton</b> Exclusivités Eaton! Tapis "Spanish Bouclé" en laine Wilton à motifs en fin de séries. Blanc cassé seulement. Dim. approx. de 4 pi x 5 pi 3 po (120 x 160 cm) à 7 pi 10 po x 11 pi (240 x 335 cm). Faites vite pour profiter du meilleur choix! <b>89.59 à 377.59</b> ch. Rayon 372</p>
<p><b>25% de rabais!</b> <b>Couverture en laine "Champs Élysées" Eaton</b> Confectionnée en France exclusivement pour Eaton! Pêche foncé ou bleu. Dim. approx.      Prix courant Eaton      ch. 1 place, 165 x 230 cm (65 x 91 po)      69.99      52.49 2 places-grand 215 x 230 cm (85 x 91 po)      89.99      67.49 Rayon 436</p>	<p><b>MOINS 25%*</b> sur toute notre sélection de montres <b>Cardinal, Lorus et TIMEX</b> Vous n'aurez que l'embarras du choix... venez tôt pour profiter des meilleures occasions! *sur les prix courants étiquetés. <b>Achats en personne seulement.</b> Rayon des montres</p>		<p><b>20% de rabais!</b> <b>Canapés-lits</b> Choisissez parmi une sélection de marques réputées et obtenez 20% de rabais sur le prix courant étiqueté. Rayon 271</p>	<p><b>Solde!</b> <b>Blouses pour jeunes femmes</b> Choisissez parmi un vaste assortiment de blouses à manches courtes. Tailles: 8 à 18. (Choix incomplet de modèles et de couleurs dans certains magasins) <b>19.99</b> ch. Rayon 746</p>

**ACHATS EN PERSONNE SEULEMENT.**

**HÂTEZ-VOUS!**

**Achats en personne seulement**

Une tradition bien établie...  
Autour de 1890, Timothy Eaton commença une façon de faire, inconnue jusqu'alors et solidement établie depuis: "satisfaction garantie ou argent remis". Et les magasins Eaton continuent à bien perpétuer cette tradition...

Crédit accepté avec la carte Eaton

Les cartes American Express, Visa, et MasterCard sont aussi acceptées pour les achats en personne.

# EATON

VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ À JUSTES PRIX